

---

# Bulgarie : l'Union européenne ouvre une procédure pour déficit excessif

## Description

Quelques mois seulement après son entrée dans la zone euro, la Bulgarie fait face à un nouveau défi. Le 3 juin, la Commission européenne a recommandé l'ouverture d'une procédure pour déficit excessif (PDE) à l'encontre de Sofia, estimant que les finances publiques du pays s'écartent désormais des critères budgétaires européens. Selon les prévisions de Bruxelles, le déficit public bulgare devrait atteindre 4,1 % du PIB en 2026 et 4,3 % en 2027, au-dessus du seuil de 3 % fixé par le Pacte de stabilité et de croissance.

Cette décision intervient dans un contexte de vives tensions politiques autour de l'état réel des finances publiques. Le président Roumen Radev a récemment dénoncé l'existence de plus de 2,2 Mds€ de factures impayées, qu'il qualifie de « *déficit caché* ». Selon lui, ces engagements non comptabilisés témoignent de problèmes structurels dans la gestion budgétaire du pays. Le ministère des Finances rejette cependant l'idée d'une manipulation des comptes et affirme que le déficit résulte principalement de l'augmentation des dépenses publiques et sociales, ainsi que du ralentissement des recettes budgétaires.

La Commission européenne souligne de son côté que les déficits observés en 2025 et ceux projetés pour les prochaines années ne peuvent plus être considérés comme temporaires. L'ouverture d'une procédure pour déficit excessif ne s'accompagne pas immédiatement de sanctions, mais place le pays sous surveillance renforcée et oblige le gouvernement à présenter un plan crédible de retour sous le seuil des 3 %.

Cette dégradation intervient alors que les perspectives économiques du pays se détériorent. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a récemment abaissé sa prévision de croissance pour la Bulgarie à 2,5 % en 2026, contre 2,8 % précédemment. Le ralentissement de la demande européenne, les tensions géopolitiques et l'augmentation des dépenses publiques pèsent sur les perspectives économiques du pays.

Pour le gouvernement bulgare, l'enjeu dépasse désormais la seule question budgétaire. Après avoir obtenu son adhésion à la zone euro, Sofia doit convaincre ses partenaires européens de sa capacité à maintenir une trajectoire budgétaire soutenable. La procédure engagée par Bruxelles constitue ainsi un test important pour la crédibilité économique du pays et sa capacité à concilier discipline budgétaire, croissance et stabilité sociale.

**Sources** : Reuters, European Commission, Dnevnik, bTV Novinite, Bulgarian News Agency.

## date créée

17/06/2026

## Champs de Méta

**Auteur-article** : Donika Hvarchilkova